



**PRÉFÈTE
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement d'Occitanie**

Montpellier, le 19 mai 2026

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2026-05-DRCL-0189

**portant mise en demeure de la société TIMAC AGRO de prendre des mesures nécessaires pour
la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement**

La préfète de l'Hérault,
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le titre 1^{er} (Installations Classées) du livre V (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances) du Code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8 et L.512-20 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2017-I-1172 du 12 octobre 2017 ;
- VU** la notification de cessation partielle de l'activité par TIMAC AGRO le 29 août 2019 ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant le 20 avril 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours;
- VU** le courrier de réponse de l'exploitant du 30 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT que la société Timac Agro située D2 route de Balaruc, 34200 SETE est autorisée à exploiter des installations classées pour l'environnement pour son site situé à la même adresse par les arrêtés préfectoraux n°2005-I-2099 du 29 août 2005, n°2013-I-2007 du 17 octobre 2013 et n°2019-I-1247 du 20 septembre 2019 ;

CONSIDÉRANT que l'inspection du 7 avril 2026 a mis en évidence des signes manifestes de vétusté et de défaillance structurelle affectant les toitures et les bâtiments du site, notamment des tôles mal fixées susceptibles de s'envoler sous l'effet du vent, et des structures présentant un risque d'effondrement ;

CONSIDÉRANT que ces situations sont de nature à causer des blessures graves aux personnes présentes sur le site ou à proximité, ou d'importants dégâts matériels ;

CONSIDÉRANT que l'article L512-20 du code de l'environnement est le suivant : « *En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités.* (...) »

CONSIDÉRANT que les risques représentés par les tôles et plus généralement les bâtiments sont de nature à mettre en danger les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la mise en place de filets n'est pas une protection pérenne ;

CONSIDÉRANT que la notification de cessation des activités liées à ces bâtiments a été communiquée le 29 août 2019 ;

CONSIDÉRANT que ces bâtiments ne sont pas utilisés ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TIMAC AGRO susvisée de mettre en sécurité de manière pérenne les bâtiments précités, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture du département de l'Hérault ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 MISE EN SÉCURITÉ DES BÂTIMENTS

La société Timac Agro, n° SIRET 63205019100238 située D2 route de Balaruc, 34200 SETE est mise en demeure de procéder à la mise en sécurité des bâtiments suivants :

- Atelier ensachage (convoyeur compris),
- Atelier engrais,
- Stockage urée,
- Atelier cave,
- Bâtiment fosse.

La société Timac Agro prend toutes les mesures nécessaires pour supprimer, de manière pérenne, tout risque d'envol ou de chute d'éléments de la couverture ou de la structure de ces bâtiments.

Le délai pour respecter cette mise en demeure est de 12 mois. Ce délai court à compter de la date de notification au propriétaire du présent arrêté.

ARTICLE 2

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de Sète et pourra y être consultée.

L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 3

La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Hérault, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie chargée de l'inspection des installations classées, le maire de Sète, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

La préfète,

Pour la préfète et par délégation,
la secrétaire générale


Véronique MARTIN SAINT LEON

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

